

L'an 2020 au Québec : Un dur bilan

mercredi 16 décembre 2020, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 15 décembre 2020).

Depuis mars dernier, la pandémie a tout changé. La gouvernance n'a pas cessé de nous bardasser, de nous confiner, de nous reconfiner. Les informations sont éparées, les instructions peu claires, avec un ton moraliste qui s'adresse aux individus. « Si ça va mal, c'est que les gens ne respectent pas les consignes », c'est ce qu'on entend. Dans les semaines à venir, on va probablement passer par un mélange de « troisième vague », avec des infrastructures sanitaires débordées et de l'apparition (pour qui ?) du ou des vaccins. C'est la foire d'empoigne concernant ces vaccins. Les entreprises multinationales sont en compétition les unes avec les autres, et peuvent imposer aux États les conditions d'utilisation, à commencer par le prix.

La grosse machine

Toute l'opération est assez rondement menée par la grosse machine de marketing des gouvernements. Legault le bon papa, Justin avec son ton larmoyant, font effectivement une « bonne job ». Le grand objectif est évidemment de « revenir à la normale » où on pourra recommencer la vie heureuse de travailler et de consommer. Entretemps, l'oligarchie renforce ses positions, au profit des requins de Wall Street et des GAFAM de Silicon Valley, avec des politiques économiques qui visent à « sauver les entreprises » et remettre à flot les « consommatrices et consommateurs » que nous sommes avec des programmes dont la facture nous sera relayée pour au moins 20 ans à venir par l'entremise des politiques austéritaires qui s'en viennent. Ce n'est pas une conspiration, ce ne sont pas des petites rencontres secrètes entre les gros bonnets dans le sous-sol du Pentagone, c'est la marche « logique » et « rationnelle » du capitalisme.

Nous avons été stoppés

Sur tout cela, on ne dit rien de naïf et à peu près tout le monde à gauche est d'accord. La question qui nous est posée cependant est : de quelle manière on peut relancer les résistances. Au Québec, de 2012 jusqu'en 2019, on peut dire, avec un peu de modestie, que nos mouvements étaient en montée. Ce n'était pas en droite ligne, il y avait toutes sortes de bifurcations et d'impasses, mais en gros, il y avait le renforcement d'un pôle contre-hégémonique. Il faut donner le crédit de ce retour aux étudiantes et étudiants de 2012, qui ont eu la capacité de tenir bon tout en relançant la lutte au niveau citoyen. Fait à noter, les entités « traditionnelles » du mouvement social, dont en particulier les syndicats, n'ont presque rien fait à part financer des autobus pour transporter les manifestants. Au bout de la ligne cependant, ce fut un pas en avant caractérisé par un élan des nouvelles générations, un regain d'espoir et de confiance. La construction s'est poursuivie avec l'élection de 2018. Un embryon encore fragmentaire et hésitant d'alternative est apparu dans le décor avec l'élection des 10 candidates et candidats de Québec solidaire (QS). La troisième manche est survenue à l'automne dernier avec les immenses mobilisations pour la cause environnementale. Tout cela a constitué une trame suspendue dans les airs.

Comment la droite a redéfini le programme

Jusqu'à un certain point, la pandémie a aggravé les défaillances qu'on percevait déjà à gauche, dont la transformation de QS en un appareil parlementaire, et l'incapacité des mouvements de créer des convergences durables (au-delà du Jour J de la manifestation sur l'environnement). Il faut dire qu'entretemps, le dispositif du pouvoir s'est réorganisé autour du projet nationaliste de droite identitariste qui a mêlé les cartes, grâce à l'armée de médiologues et d'universitaires mercenaires. Ils ont visé juste en déplaçant le débat de la société vers la polarisation entre le « eux » et le « nous », en utilisant habilement le registre du vieux fond nationaliste de droite qui a dominé au Québec jusqu'à la révolution pas-si-tranquille, combiné à la grande vague de droite à saveur raciste qui est partie en folie des États-Unis avec Trump en passant par le Brésil, la France, l'Inde et tant d'autres contrées. Ce poison a eu son influence dans nos rangs bien que, en général, la résistance au faux nationalisme a tenu le coup à QS et dans la plupart des syndicats. Toutefois, l'impact de cette idéologie toxique a eu ses effets, intensifiés par ailleurs par une semi-paralysie des organisations, confinées dans l'espace virtuel, très peu en mesure de construire le grand « nous » qui reste essentiel à notre projet.

Un univers chambranlant

Ce n'est pas tellement une consolation, mais les bouleversements en cours ont également déstabilisé la droite, ce qui renforce encore plus l'idée qu'il n'y avait pas de « complot ». Dans une crise des crises comme aujourd'hui, il a des opportunités pour les pouvoirs en place qui profitent de l'affaiblissement des résistances. Mais il y a aussi des embuches, des trous noirs. On constate des dispositifs de pouvoir qui se divisent, qui hésitent. Toute l'« affaire » Trump a démontré les facteurs culturels qui sont derrière le « déclin de l'empire américain ». Partout les gouvernances sont en risque de dislocation, en Europe et en Amérique latine notamment, pendant que le modèle turbo capitaliste chinois fonctionne à plein régime, ce qui ouvre la porte à une nouvelle guerre « froide-chaude ». Tout cela amène beaucoup d'incertitude, avec des ouragans qui lèvent à travers le Brexit, les multiguerras qui continuent au Moyen-Orient et la dislocation de plusieurs sociétés au nord comme au sud. José Martí aurait dit, c'est « l'ère des brasiers ».

Et maintenant ?

Si la tendance générale est au repli, la partie n'est encore jouée. Ce n'est pas rien qu'une partie immense de la population ne les croit plus. Le paysage dégoûtant de la montée des inégalités qui font des GAFAM les grands gagnants constitue un scandale qui dépasse la malgestion de la pandémie par des gouvernements défaillants. On le sait, on en parle, on s'en va vers un mur écologique dont les liens avec la pandémie sont de plus en plus évidents. L'hégémonie rétablie de la droite est fragile. Il faut alors s'encourager et persister. C'est ce qu'on constate dans les débats récents à Québec solidaire, où une force montante exprime plus que des réserves, mais de nouvelles voies pour refaire le point avec les luttes populaires. En Italie, en France se lèvent de nouvelles convergences. Des parties de la gauche resurgissent en Bolivie, au Chili, au Brésil. Rien n'est donné.

La convergence, une bonne vieille nouvelle idée

Il n'y a pas de recette magique pour le ressaisissement. Les intellectuel-les militant-es doivent se remettre au boulot, sortir de la torpeur « zoomiste » et engager des processus constitutifs, comme on le constate au Chili par exemple. Le ronron et la routine doivent être mis de côté, de même que ce comportement qu'on constate dans plusieurs partis de gauche où on regarde de haut ce qui vient d'en bas, confiant à la direction « éclairée » la tâche de naviguer dans les eaux turbulentes. Il faut en finir avec un certain comportement de gauche qu'on peut appeler le « je-sais-tout-isme » et qui s'exprime quelques fois par des appareils bien rodés, trop dépendants des « cadres et compétents » (les experts), qui restent dans leur bulle, quitte à écouter d'une oreille, et de temps en temps, les cris de la résistance. Il ne faut surtout pas avoir peur de sortir au grand air, et de chercher (de

manière active) les convergences intersectorielles et intergénérationnelles. En Italie, un grand mouvement est en train de prendre forme (voir plus loin) en faisant des ponts entre les classes ouvrières et populaires, en intégrant les revendications des millions d'immigrant-es et de sans-papier.

Des changements systémiques

Les résistances quotidiennes pour renflouer le secteur de la santé sont nécessaires et héroïques. On voit aussi les profs et les étudiant-es se fendre en quatre pour garder le contact. À Montréal-Nord, les groupes communautaires ont suppléé aux défaillances du système. Toutes ces luttes, toutes ces résistances sont fondamentales en espérant qu'il se crée les convergences qu'on évoquait plus haut. En même temps, il faut mettre le doigt sur les causes fondamentales, systémiques (pour employer un terme un peu galvaudé). Comme l'ont affirmé les camarades de la Commission politique de QS, il faut « changer de cap ». Le projet doit être sans équivoque, bien loin du discours « canné » et contraint dans les enceintes parlementaires, tout cela bien ficelé dans un « projet écologiste, démocratique, féministe, altermondialiste, inclusif, et pluriel, basé sur une économie solidaire, sur des services publics renforcés, sur une meilleure répartition de la richesse et sur la lutte à la pauvreté, dans une perspective souverainiste et en marche vers une société post-capitaliste et postcoloniale ». Cela exige de « s'opposer au néolibéralisme, cette version moderne du capitalisme, qui domine nos sociétés et hypothèque leur avenir comme celui de la planète ». Cette proposition de la Commission politique a pénétré les dernières délibérations du QS, reste à voir si la machine va suivre. On peut compter sur la possibilité de regrouper les secteurs militants de QS, qui veulent mettre de l'avant un nouveau projet de société, voire à une nouvelle « Révolution tranquille ».

Pierre Beudet

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

INFOLETTRE des NCS | décembre 2020

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/2020-Un-dur-bilan>